



## **RAPPORT ANNUEL**

# **ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (AEPA) SUD-KIVU**

**RDC0708811**

**2008**

## Table des matières

<b>Fiche projet</b> .....	<b>4</b>
<b>1 Situation actuelle en bref</b> .....	<b>5</b>
<b>2 Bilan de la planification des activités</b> .....	<b>6</b>
2.1 <i>Aperçu des activités</i> .....	6
2.2 <i>Analyse de la planification des activités</i> .....	11
2.3 <i>Aperçu des activités planifiées et des résultats</i> .....	12
<b>3 Bilan des finances</b> .....	<b>18</b>
3.1 <i>Aperçu des dépenses par rapport au planning financier</i> .....	18
3.2 <i>Analyse du planning financier</i> .....	20
<i>Résultat 1</i> :.....	20
<i>Résultat 2</i> :.....	20
<i>Résultat 3</i> : <i>Le renforcement des capacités des interfaces</i> .....	20
<i>Résultat 4</i> : <i>Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées</i> .....	20
<i>Résultat 5</i> : <i>Les frais généraux</i> .....	20
<b>4 Suivi des indicateurs</b> .....	<b>21</b>
4.1 <i>Objectif spécifique</i> .....	21
4.2 <i>Résultats</i> .....	26
4.3 <i>Évolution des indicateurs</i> .....	26
<b>5 Appréciation des critères de suivi</b> .....	<b>30</b>
5.1 <i>Efficiency</i> .....	30
5.2 <i>Efficacité</i> .....	30
5.3 <i>Durabilité</i> .....	31
<b>6 Mesures et recommandations</b> .....	<b>32</b>
6.1 <i>Synthèse des critères d'appréciation</i> .....	32
6.2 <i>Recommandations</i> .....	32
<b>7 NouveAU planNING (année n+2)</b> .....	<b>40</b>
7.1 <i>Planning des activités de l'année N+2</i> .....	40
7.2 <i>Planning financier de l'année N+2</i> .....	44
7.3 <i>Planning financier 2009 Budget RDC0504312 DGCD</i> .....	44
7.4 <i>Planning financier 2009 Budget RDC0708811</i> .....	45

<b>8</b>	<b>Conclusions.....</b>	<b>48</b>
	8.1 <i>Activités et Finances</i> .....	48
	8.2 <i>Critères de suivi</i> .....	48
	8.2.1    Efficience .....	48
	8.2.2    Efficacité .....	48
	8.2.3    Durabilité .....	48
	8.3 <i>Avis de la SMCL sur les recommandations</i> .....	48
	8.3.1    Recommandations relatives au planning des activités.....	48
	8.3.2    Recommandations relatives au planning financier .....	48
	8.3.3    Recommandations relatives au Cadre logique .....	48
	8.3.4    Autres recommandations .....	49
<b>9</b>	<b>Annexe.....</b>	<b>50</b>
	9.1 <i>Aperçu des marchés publics</i> .....	50

## FICHE PROJET

<b>Pays partenaire</b>	RDC		
<b>Numéro d'intervention DGDC</b>	NN 3000 520 et NN 3000 2578		
<b>Navision Code BTC</b>	RDC0504311 et RDC0607711		
<b>Objectif Global</b>	Améliorer les conditions de vie des populations rurales et des périphéries urbaines en leur assurant un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement.		
<b>Objectif Spécifique</b>	L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans certaines zones rurales du Sud Kivu, pendant que les mécanismes sont mis en place pour répliquer les expériences.		
<b>Résultats Intermédiaires</b>	<p><b>R.1.</b> Les systèmes d'eau (10 pour le projet Sud-Kivu), sont construits selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées, et des études sont réalisées pour une série de systèmes supplémentaires</p> <p><b>R.2.</b> Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau</p> <p><b>R.3.</b> Les capacités des interfaces d'accompagnement et techniques sont renforcées</p> <p><b>R.4.</b> Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées</p> <p><b>R.5.</b> Les intervenants dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sont inventoriés dans la zone d'intervention.</p> <p><b>R.6.</b> Les textes et lois par rapport à l'eau sont connus et respectés par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.</p> <p><b>R.7.</b> Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.</p>		
<b>Code Sectoriel</b>	140	Subsector	14020
<b>Institution partenaire</b>	Ministère de l'Energie		
<b>Contribution de la Belgique (Solde de la formulation comprise)</b>	5.004.115 EUR (une partie) + PU / volet 7		
<b>Date de démarrage</b>	1 janvier 2007		
<b>Durée totale du projet</b>	60 mois		
<b>Document de référence</b>	Rapport de Formulation		

## 1 SITUATION ACTUELLE EN BREF

Au mois de février 2008, le bureau d'exécution du projet (BEP) du Sud Kivu a présenté le rapport annuel de l'année écoulée (Janvier-Décembre 2007).

Cette année, outre la construction de plusieurs blocs de latrines et les travaux de captages, la plupart des activités accomplies jusqu'à aujourd'hui se sont principalement consacrées à l'acquisition des équipements et des services et à la formation des associations d'usagers. Malheureusement, à cause de lenteur des procédures de marchés publics, ni l'installation des tuyaux, ni la construction des ouvrages hydrauliques des réseaux d'eau n'ont pu être réalisés.

Dans la phase I du programme, 10 sites d'intervention était prévu. Lors de la réunion du Comité du pilotage du 15 juillet '08, de commun accord avec les membres du Comité de pilotage, le site de Cibanda (Idjwi Nord) a été adopté (pour la 2<sup>ème</sup> phase).

Pour rappel, les réseaux de Buhozi et Cishadu ont du être fusionné car il n'y a pas de source qui puisse approvisionner Buhozi indépendamment. En plus, les deux sites de Mwendo ont été considérés ensemble (Mwendo-Cirhogole et Mwendo-Kashungurhi), à cause de leurs proximités géographiques et de leur complexité (position géographique des sources et distances à couvrir).

Le tableau ci-dessous présente d'une manière synoptique les activités qui concernent ce présent rapport :

Tableau récapitulatif des réseaux phase 1 ;

	Noms	Longueur prévue DTF (km)	Longueur réelle (km)	Axe	Bénéf. DTF	Bénéf. actuels
1	NDUBA	11	6	Walungu	12.500	3.353
2	CISHADU-BUHOZI	3 + 11	15	Nyantende	38.000	20.252
3	MWENDO-CIRHOGOLE	1,2	15	Mudaka	2.300	13.750
4	MWENDO-KASHUNGURI		17	Mudaka		15.290
5	LUJAMBO	8	17	Nyangezi	24.000	11.321
6	KATONDA	8,6	8,5	Idjwi-Nord	5.300	6.150
7	KIZIBAZIBA	10,7	4,5	Idjwi-Nord	5.100	2.159
8	NYAKALIBA	10	5	Idjwi-Nord	4.800	2.615
9	NKOLA	2,7	4	Idjwi-Nord	1.500	1.734
10	CIBANDA (approuvé par CdP, phase 2)		15	Idjwi-Nord		25.634
	<b>Total</b>	66,2	<b>107</b>			<b>102.258</b>

La phase 2 du programme n'a pas encore commencé ....

## 2 BILAN DE LA PLANIFICATION DES ACTIVITES

### 2.1 Aperçu des activités

Nous pouvons énumérer les activités ci-après qui ont été réalisées par le programme pendant l'année 2008:

- Poursuite de l'identification des ONG locales intéressées et éligibles à intervenir dans la réalisation des travaux. La liste des ONG locales établie en 2007 par le BEP a été actualisée en 2008 en supprimant certaines ONG non actives et en ajoutant d'autres. Ceci nous a permis d'envoyer les dossiers d'appels d'offres du projet aux ONGs actives.
- Lancement des consultations restreintes aux ONG et SNHR pour la réalisation d'étude technique des adductions d'eau. Début 2008, les TdR de levé topographique pour les réseaux Lujambo et Idjwi Nord ont été lancés.
- Faire réaliser les études topographiques des réseaux Lujambo et Idjwi Nord : L'étude topographique de Lujambo a été réalisée en janvier '08, par GAIDE en synergie avec SNHR pendant que celle des réseaux d'Idjwi Nord a été terminée fin février '08, par CPR toujours en synergie avec SNHR. Les résultats de leurs études ont été validés.
- Réalisation des calculs hydrauliques (réseaux Lujambo et Idjwi Nord) par le BEP par manque des capacités locales disponibles (ONG, privés, etc). Le BEP avait reçu les études antérieures des réseaux Lujambo (réalisée par GAIDE) et Idjwi Nord (réalisée par SNHR) qui, malheureusement n'étaient ni fiables ni complètes.  
La dotation per capita et par jour est de 20 litres et tous les réseaux sont dimensionnés pour un horizon de 20 ans.
- Finalisation et envoi de la liste de demande des tuyaux et accessoires pour tous les réseaux de la phase 1.  
Comme convenu avec la CAC, le BEP avait envoyé en décembre '07, les besoins pour les réseaux de Mwendo, Nduba et Chishadu-Buhozi car initialement, le lancement des marchés des tuyaux et accessoires se faisait par regroupement de 3 à 4 réseaux. Début 2008, cette approche a été changée par la Cellule Marchés Publics (CMP) et la CAC : toutes les demandes de tous les réseaux de Kindu et Sud Kivu ont été fusionnées dans un CSC dont les besoins complémentaires des autres réseaux ont été envoyés à la CAC par le BEP, (en avril '08).  
Ceci a pris beaucoup de temps et jusque aujourd'hui aucun tuyau n'a été livré alors que ce marché a été publié fin mars '08 et le bon de commande en mi-juillet '08.
- Pour la 2<sup>ème</sup> phase, le levé topographique du réseau Cibanda (Idjwi Nord) a été réalisé et les calculs hydrauliques sont en cours.
- Lancement de termes de références et exécution des travaux de construction de captage à Idjwi. Les travaux de captage de Katonda, Nyakaliba et Nkola (Idjwi Nord) ont été exécutés par l'ONG CPR avec l'appui du BEP.  
Le captage Kizibaziba a été reporté pour des raisons de conflit entre communautés mais qui actuellement a trouvé une solution (voir lettres reçues).
- Lancement de termes de références et exécution de construction de 3 blocs de latrines à Nduba. Après la sélection du candidat par le BEP, la CAC a donné l'ordre de droit pour l'exécution des dits travaux. Les blocs construits (2 dans l'école EP Buruba et 1 au centre de santé Cirimurhwa) sont des VIP (à fosse simple).

- Préparation CSC pour les ouvrages hydrauliques ; pour les réseaux Nduba, Cishadu-Buhozi, Mwendo-Cirhogole, Mwendo-Kashungurhi et Lujambo les bordereaux et les plans ont été élaborés. Le CSC RDC600 a été publié le 1<sup>er</sup> août '08. En décembre '08, il a été décidé d'annuler ce marché.
- Préparation du CSC pour les ouvrages sanitaires pour tous les réseaux de la phase 1 : les bordereaux et les plans ont été élaborés et le draft du CSC RDC644 a été envoyé au PFMT et CMP.
- Sélection du contrôleur des travaux. En vue du suivi des constructions, le BEP voulait contracter un contrôleur des travaux. Les différents tests ont été faits et un candidat a été retenu. Malheureusement, la personne n'a plus été contractée suite à son comportement mensonger pendant l'exécution d'un contrat de prestation (travaux de construction des latrines Nduba).
- Réalisation des plans de récolement des réseaux à construire en cours : les « way points » pris au GPS pour les réseaux Nduba, Cishadu-Buhozi, Nyakaliba, Kizibaziba, Katonda et Nkola ont été importés sur la carte du Sud Kivu avec l'objectif de l'imprimer une fois que les réseaux seront installés.
- Protection de l'aire de captage de Nduba ; avec la population une clôture en fils barbelé a été érigée et des arbustes ont été plantés. Pour les sources captées d'Idwji Nord, le processus de protection des aires est en cours (acquisition des plantules et achats d'autres matériels pour la protection des aires de captage)
- Analyses physico-chimiques et bactériologiques de l'eau des réseaux à construire. Pendant l'année 2008, les analyses complètes ont été réalisées par le laboratoire Biosadec pour les réseaux Lujambo et Idwji Nord. Les résultats, qui étaient acceptables pour tous les réseaux, ont été remis aux bénéficiaires.  
Biosadec utilise l'équipement Hach modèle Mel850. Néanmoins, pour diminuer les risques de contamination des échantillons, le BEP a acquis un kit pour les tests bactériologiques.
- Réception des accessoires et tuyaux pour le réseau de Cishadu-Buhozi. Le matériel reçu dans la première commande, ne couvrant pas la totalité du dit réseau, n'a pas permis son installation.
- Acquisition des machines à souder. Le BEP a acquis 6 machines pour la soudure de tuyaux PE, pour les réseaux, en vue de l'installation et la réparation. Ce sont des petites machines portables et par conséquent, apte pour le milieu rural.
- Préparation embouts pour Bornes Fontaines (BF) et ouvrages hydrauliques. Dans le souci de préparer les bénéficiaires à l'appropriation des systèmes, le BEP prévoyait le montage des tuyaux pour les BF par les techniciens de maintenance. En plus, cela allait accélérer l'exécution du marché RDC600 (qui, finalement, a été annulé). A ce jour, les tuyaux pour les BF sont prêts pour les tous réseaux.
- Achats gouttières et réservoir. Certaines institutions (écoles et formations sanitaires) qui ne seront pas directement desservies par les réseaux d'eau pour des raisons techniques, pourrait bénéficier du captage des eaux de pluie. Pour ce faire, le BEP a jugé nécessaire l'installation des gouttières avec chaque fois un réservoir en plastic.
- Achats outils aratoires. La population, étant prête à faire le creusage des tranchées, a sollicité auprès du BEP l'appui en outils aratoires. Un lot de matériel, déjà disponible au BEP, sera mis à la disposition de bénéficiaires dès le début des travaux de creusage.
- Accompagnement des communautés dans la mise en place des structures de gestion représentatives et transparentes (AG et CA) et à l'élaboration des textes régissant leur fonctionnement. Les textes de communautés Nduba, Mwendo-Cirhogole, Cishadu-Buhozi et Lujambo ont été discutés, amendés et approuvés dans leurs AG. Les communautés n'attendent que les textes finis pour signatures avant de les soumettre pour légalisation. Le processus est en cours pour les autres réseaux.

- Formation des comités de Mwendo-Cirhogole, Cishadu-Buhozi, Lujambo, Nyakaliba, Kizibaziba, Katonda et Nkola en gestion d'un réseau d'eau. La formation sur la gestion financière et la gestion des stocks devra se poursuivre avec détails pour tous les réseaux pour plus de renforcement des capacités.
- Lancement des consultations restreintes aux ONG et service étatique pour la formation en assainissement et hygiène. Des formations ont été réalisées à Lujambo, Mwendo-Cirhogole et Idjwi Nord avec l'IPS.
- Sélection d'un animateur d'une ONG locale pour intervenir dans le volet soft. Pendant la période mi-février à début août '08, le BEP a contracté un animateur de IADL (ONG local) pour appui à l'animation-formation.
- Le BEP a facilité le stage de professionnalisation dans le domaine soft, à une étudiante finaliste du premier cycle de l'ISDR (développement rural) pendant une période de 3 mois (mi-avril à mi-juin '08).
- Lancement de TdR pour le « Baseline Study » pour les réseaux d'Idjwi Nord. L'étude a été réalisée par l'ISTM et le rapport a été présenté début juillet '08. Le rapport a touché les différents éléments proposés dans le TdR.
- Conception et production d'une boîte à images dans le cadre de la sensibilisation en matière d'éducation à l'hygiène. Après concertation avec différents intervenants dans le domaine de Watsan (BEP Mbuji-Mayi, Kin Est et Kindu, IPS, ...), une boîte de 14 affiches a été produite. La demande ayant été grande, la boîte a été reproduite et distribuée en 104 exemplaires. Les comités de gestion, les structures des zones de santé dans le rayon d'intervention du programme et autres ont été approvisionnés.  
Le BEP de Kindu en a profité pour faire leur commande.
- Le documentaire de sensibilisation « l'eau, c'est la vie » a été finalisé en janvier '08. La distribution et vulgarisation s'en sont suivis tout au courant de l'année. Le documentaire a, entre autre, été publié sur le website de la CTB.
- Formation des techniciens de maintenance dans l'entretien et les petites réparations des réseaux et des adductions d'eau. Deux équipes des réseaux de Mwendo et Lujambo ont suivi la première partie de la formation. Les équipes de Cishadu-Buhozi et Nduba, avaient déjà suivi la même formation en '07. Il reste la formation pour les techniciens des réseaux d'Idjwi et la suite de la formation (entre autre soudure de tuyaux PE) pour tous les réseaux.
- Formation des ONGs et services privés et étatiques du Sud Kivu aux méthodes participatives (PHAST et SARAR). 26 participants ont bénéficié d'une formation pendant une semaine, facilitée par des consultants. Le réseau Cishadu-Buhozi a servi comme champ d'application pendant les pratiques.
- Formation des ITA du Sud Kivu aux calculs hydrauliques avec utilisation d'une feuille excel. Deux (2) groupes (au total 22 participants) ont suivi une formation pendant 3 jours chacun (mars et mai '08).
- Formation des ITA du Sud Kivu sur l'introduction des tuyaux PE. En décembre '08, 28 personnes ont suivi une formation de 2 jours.
- Séminaire sur le diagnostic institutionnel de SNHR. Le BEP a donné un appui financier, logistique et moral au séminaire organisé pendant 3 jours (déc. '08).
- Organisation du Cercle de Développement ; la coordinatrice a eu, avec chaque membre de l'équipe de BEP, un entretien de fonction et fonctionnement (août '08). La coordinatrice a eu également un entretien d'évaluation avec le PFM (nov. '08).



- Formation sur les marchés publics à Kinshasa. Le coordinateur adjoint du BEP a pris part à cette formation avec les participants des autres projets de la CTB (avril '08).
- Participation au séminaire de « Urban Water Conference" à Louvain en septembre '08. La coordinatrice du BEP y a participé parmi plusieurs autres participants de la CTB.
- Participation au séminaire international sur « les enjeux et perspectives de la gestion de l'eau potable en milieu rural » organisé par la CTB au Sénégal.
- Participation du coordinateur et son adjoint (du BEP) aux formations, organisées par Ocha sur le GPS et SIG (GIS).
- Appui du BEP aux autres projets de la CTB : formation de 2 comptables Paideco par la comptable du BEP S.K., formation du coordinateur adjoint du BEP Kindu sur les calculs hydrauliques par le Coordinateur-Adjoint du BEP S.K., appui et accompagnement de l'animateur du BEP Kindu par l'animateur du BEP S.K.
- Participation active aux réunions (mensuelles) du cluster eau/ Watsan (Unicef). Le BEP a également fait partie du comité de validation des projets Watsan, financés par le Pool Fund et a assisté à la sélection d'un assistant technique d'un autre partenaire international.
- Réception de la délégation de l'ambassade belge avec des représentants du gouvernement congolais en janvier '08.
- Rencontres avec différentes autorités politico administratives (Gouverneur, Ministre de l'Energie, Ministre du Développement Rural, Maire de la ville, ...). Le BEP a entrepris différents contacts dans le cadre des activités quotidiennes. Les relations ont toujours été bonnes mais, avec le dernier changement des autorités provinciales, des correspondances crues ont été adressées à tous les intervenants dans le secteur de l'eau ; chose qui a laissé croire qu'il y avait un éventuel conflit antérieur.
- Visite des consultants de la CTB pour l'évaluation mi-parcours. La visite, prévue pour mi-octobre '08 a été prématurée ce qui n'a pas facilité la préparation.
- Réunions du comité de pilotage ; une réunion de CdP a été tenue en juillet '08 (avec présence de MAF, PFFO et coordinateur adjoint de la CAC) et une réunion extra ordinaire en octobre '08 (sur demande des évaluateurs).
- SMCL. Une seule réunion de SMCL a été tenue fin juillet '08. Comme la réunion a été suivie par une réunion sur le volet soft, la coordinatrice y a participé avec l'animateur de BEP.
- Fin octobre '08, l'équipe du PFMT (PFM avec le MAF) ont visité le BEP. L'objectif principal était de visiter les autorités provinciales pour leur présenter la nouvelle structuration (portfolio) de la CTB et le programme d'eau.

Ci-dessous, les activités réalisées dans les deux tableaux synthétiques :

### 3.1.1. Volet technique

<b>RESEAU :</b> <b>Activité</b>	<b>NDUBA</b>	<b>CISHADU - BUHOZI</b>	<b>MWENDO</b>	<b>LUJAMBO</b>
Levé topographique	✓	✓	✓	✓
Calculs hydrauliques	✓	✓	✓	✓
Localisation de bornes fontaines dans réseau	✓	✓	✓	✓
Lancement marché public tuyaux	✓ <i>Marché annulé</i>	✓ <i>Marché annulé</i>	✓	✓
Analyses chimique/bactériologiques	✓	✓	✓	✓
Formation Techniciens de maintenance	✓	✓	✓	✓
Travaux de captages	-	-	-	-
Travaux de construction de Latrines	✓	-	-	-

Ce tableau ci-dessus, illustre que toutes les préparations pour les installations des réseaux ont été amorcées et prêtes. Les réseaux n'attendent que la réception des fournitures et le démarrage effectif des travaux de construction hydraulique.

### 3.1.2. Volet animation – formation

<b>RESEAU :</b> <b>Activité</b>	<b>NDUBA</b>	<b>CISHADU - BUHOZI</b>	<b>MWENDO</b>	<b>LUJAMBO</b>
États des lieux	✓	✓	✓	✓
Prise contact autorités et leaders locaux	✓	✓	✓	✓
Mise en place comité de suivi et gestion	✓	✓	✓	✓
Formation gestion réseau d'eau (membres comité et autres bénéficiaires)	✓	✓	✓	✓
Formation Hygiène Publique (membres comité et autres bénéficiaires)	✓	✓	✓	✓
Élections et formation des T.M. du réseau	✓	✓	✓	✓
Débriefing sur la protection de la source	✓			

Vu que peu d'ouvrage concret ont été réalisé sur le terrain, les communautés ne sont plus intéressées par le volet soft car elles ont commencé à perdre l'espoir d'avoir de l'eau potable. Pour elles, il faut maintenant les infrastructures.

## 2.2 Analyse de la planification des activités

Les résultats 1 à 7 définis dans le DTF, concernant le B.E.P, font l'objet de la présente analyse. Ces résultats couvrent la période de janvier à décembre 2008. Nous présentons quelques commentaires y relatifs;

## 2.3 Aperçu des activités planifiées et des résultats

Les détails des activités réalisées pour les différents réseaux sont présentés ci-après :

Résultat 1 : Les systèmes d'eau sont construits selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées, et des études sont réalisées pour une série de systèmes supplémentaires.

Activités prévues	Activités réalisées									
	Activités techniques					Animation et formation				
	Nduba	Cishadu-Buhozi	Mwendo	Lujambo	Idjwi-Nord	Nduba	Cishadu-Buhozi	Mwendo	Lujambo	Idjwi-Nord
Lancer des consultations restreintes pour la réalisation des études techniques détaillées.					Lancement TdR pour les levés topographiques					
Faire réaliser les études des réseaux et adductions d'eau par des bureaux d'études, des consultants ou par des ONG locaux.	Construction latrine par YALALA				Aménagement de captages par CPR					Levé topographique par le CPR (synergie SNHR)
	Baseline réalisée à Idjwi Nord par ISTM									
Valider les études	Attribution TdR Latrines	Elaboration de plans des ouvrages hydrauliques et sanitaires pour les CSC RDC 600, 636 et 644								
Présélectionner les ONG locales intéressées et éligibles à intervenir dans l'intermédiation sociale ou/ et dans la réalisation des travaux.	Identification des ONG à participer aux procédures d'appel d'offres								Sélection d'un animateur et de l'IPS comme interfaces techniques réalisée	Sélection d'un animateur et de l'IPS comme interfaces techniques réalisée
Lancer des consultations restreintes aux ONG pour la réalisation technique des réseaux et adductions d'eau et pour l'intermédiation sociale.	Lancement de MP pour les travaux de construction des latrines									
Faire réaliser les travaux techniques par les acteurs locaux avec la participation des usagers.	Construction Latrines de Nduba avec les maçons locaux				Aménagement de captages par les techniciens désignés par différents réseaux d'Idjwi					

Assurer un accompagnement technique aux ONG relatif aux aspects insuffisamment maîtrisés par les ONG locales.			Formation des ITA sur les calculs hydrauliques et sur les tuyaux PE							
			Formation de Technicien de maintenance sur les ouvrages hydrauliques							
Contrôler l'exécution des travaux, avec l'appui de consultants locaux choisis par le BEP										
Impliquer les usagers structurés dans le suivi et à la réception des travaux.		Réception et gardiennage de tuyaux PE par la population								
Réaliser les plans de récolement des réseaux construits		Carto du réseau avec google earth		Carto du réseau avec google earth						
Protéger les aires de captage et les grands ouvrages	Exécution d'une clôture en fils barbelés et piquage de plantules d'arbustes anti-érosifs									

**Résultat 2 :**

Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau.

Activités prévues	Activités réalisées									
	Activités techniques					Animation et formation				
	Nduba	Cishadu-Buhozi	Mwendo	Lujambo	Idjwi-Nord	Nduba	Cishadu-Buhozi	Mwendo	Lujambo	Idjwi-Nord
Accompagner les communautés dans la mise en place des structures de gestion représentatives et transparentes, et à l'élaboration des textes régissant leur fonctionnement.							Etat des lieux. Prise de contact avec les autorités et les leaders	Etat des lieux. Prise de contact avec les autorités et les	Etat des lieux. Prise de contact avec les autorités et les leaders	Etat des lieux. Prise de contact avec les autorités et les

							locaux. Mise en place du comité de suivi	leaders locaux. Mise en place du comité de suivi	locaux. Mise en place du comité de suivi	leaders locaux.
Former ces structures en gestion financière, gestion des matériels et stocks, gestion de ressources humaines pour le suivi de leur ouvrage.							Formation en gestion du réseau des membres du comité et autres bénéficiaires clôturée	Formation clôturée	Formation clôturée	Formation clôturée sauf pour 1 réseau
Former les structures de gestion à la prise en charge de l'ensemble des coûts du service de l'eau, à l'élaboration des comptes d'exploitation et du bilan, et à la détermination du prix de l'eau.										
Former les structures de gestion dans l'entretien et les petites réparations des réseaux et des adductions d'eau.										
Inventorier les fournisseurs de pièces de rechange et des matériaux de qualité.										
Outils les structures de gestion en kit d'entretien et de petite réparation.										
Mettre en place une structure plateforme appelée à assurer certains services communs pour l'ensemble des réseaux.										
Inciter les acteurs locaux à s'investir dans l'échange sur les approches, la fixation des prix et l'élaboration d'une politique commune en matière de gestion des réseaux d'adduction.										

Résultat 3 : Les capacités des interfaces d'accompagnement et techniques sont renforcées.

Activités prévues	Activités réalisées									
	Activités techniques					Animation et formation				
	Nduba	Cishadu-Buhozi	Mwendo	Lujambo	Idjwi-Nord	Nduba	Cishadu-Buhozi	Mwendo	Lujambo	Idjwi-Nord
Présélectionner les ONG locales et autres structures d'ITA qui pourront être associées au programme, sur base de leur expertise, de leurs capacités organisationnelles.										
Former les ITA dans les zones d'intervention								Election et formation des techniciens de maintenance.	Election et formation des techniciens de maintenance.	

Résultat 4 : Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées

Activités prévues	Activités réalisées									
	Activités techniques					Animation et formation				
	Nduba	Cishadu-Buhozi	Mwendo	Lujambo	Idjwi-Nord	Nduba	Cishadu-Buhozi	Mwendo	Lujambo	Idjwi-Nord
Adapter les supports méthodologiques et pédagogiques en matière d'éducation à l'hygiène.						Confection d'une boîte à images pour éducation à l'hygiène et production d'un documentaire pour sensibilisation				
Former les communautés aux pratiques et règles élémentaires d'hygiène										Formation à l'hygiène publique des membres du comité et autres bénéficiaires
Impliquer les centres de santé dans ce travail de sensibilisation										

Réaliser des ouvrages démonstratifs en assainissement	Trois blocs des latrines construits									
Echanger les expériences entre communautés.										
Analyser périodiquement la qualité de l'eau de l'adductions/réseaux										

**Résultat 5 :**

Les intervenants dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sont inventoriés dans les zones d'intervention.

Activités prévues	Activités réalisées									
	Activités techniques					Animation et formation				
	Nduba	Cishadu-Buhozi	Mwendo	Lujambo	Idjwi-Nord	Nduba	Cishadu-Buhozi	Mwendo	Lujambo	Idjwi-Nord
Identifier les acteurs actifs dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.	Un recensement des institutions actives dans le secteur de l'eau et de l'assainissement a été réalisé.									
Constituer une banque de données des acteurs et diffusion au niveau des ITA de la province et des bailleurs.	La participation des responsables du Projet aux rencontres mensuelles du Cluster WATSAN à Bukavu est effective, donnant ainsi l'occasion d'échanger des expériences.									

**Résultat 6 :**

Les textes et lois par rapport à l'eau sont connus et respectés par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.

Activités prévues	Activités réalisées									
	Activités techniques					Animation et formation				
	Nduba	Cishadu-Buhozi	Mwendo	Lujambo	Idjwi-Nord	Nduba	Cishadu-Buhozi	Mwendo	Lujambo	Idjwi-Nord
Inventorier les différents textes en matière d'eau et par rapport à la protection de l'environnement										



Diffuser ces textes et leur mode d'exploitation au niveau des acteurs de l'eau, des unités de gestion, des structures administratives et des autorités locales.										
---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Résultat 7 : Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.

Activités prévues	Activités réalisées									
	Activités techniques					Animation et formation				
	Nduba	Cishadu-Buhozi	Mwendo	Lujambo	Idjwi-Nord	Nduba	Cishadu-Buhozi	Mwendo	Lujambo	Idjwi-Nord
Rechercher les méthodologies en matière d'hygiène, d'assainissement et de gestion communautaire des points d'eau.										
Elaborer un guide méthodologique pour l'intermédiation sociale et pour la sensibilisation en matière d'hygiène et d'assainissement.										
Organiser des ateliers d'échange d'expériences en gestion communautaire et en hygiène/assainissement par zone et pour l'ensemble des 3 zones.										
Organiser des visites d'échange entre les ITA des 3 zones concernant l'approche technique et méthodologique.										
Systematiser les expériences du programme.										
Rédiger et publier un document de capitalisation. Diffuser ce document chez les intervenants du secteur et les services administratifs.	Un documentaire sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement a été préparé par le projet et diffusé à l'attention des communautés et des autorités.									

### 3 BILAN DES FINANCES

#### 3.1 Aperçu des dépenses par rapport au planning financier

UNITE MONETAIRE EURO

LIBELLE	Dépenses 2008	PLANIF. Q1 2008	PLANIF. Q2 2008	PLANIF. Q3 2008	PLANIF.Q4 2008	TOTAL PLANIFIE 2008	Ecart	% (entre dépenses réalisées et planifiées)
<b>SUD KIVU</b>	<b>422 546,04</b>	<b>150 900,00</b>	<b>171 121,00</b>	<b>532 703,00</b>	<b>140 285,00</b>	<b>995 009,00</b>	<b>572 462,96</b>	
<b>01 Les syst d'eau sont construits selon les règles de l'art et avec technologie appropriée</b>	<b>265 743,23</b>	<b>96 200,00</b>	<b>122 977,00</b>	<b>457 970,00</b>	<b>63 445,00</b>	<b>740 592,00</b>		<b>35,88</b>
01 Accompagnement	17 544,57	4 000,00	2 491,00	2 150,00	1 700,00	10 341,00	-2.727	
02 Travaux	132 240,82	67 500,00	93 809,00	433 200,00	30 050,00	624 559,00	89.791	<b>21</b>
03 AT international Kindu Kivu	85 851,29	18 000,00	15 583,00	16 320,00	23 895,00	73 798,00	-15.841	
04 AT National ingénieur	16 682,96	4 200,00	3 944,00	5 300,00	4 800,00	18 244,00	1.524	
05 Frais de consultance locale	13 423,59	2 500,00	7 150,00	1 000,00	3 000,00	13 650,00	-3.772	
<b>02 Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau</b>	<b>28 099,77</b>	<b>14 950,00</b>	<b>15 945,00</b>	<b>11 560,00</b>	<b>12 700,00</b>	<b>55 155,00</b>	<b>1.460</b>	<b>50</b>
01 Accompagnement	<b>4 470,72</b>	10 550,00	9 217,00	910,00	1 200,00	21 877,00	-262	
02 At national Animation formation	<b>11 174,10</b>	2 400,00	2 359,00	3 000,00	4 500,00	12 259,00	519	
03 Formation conférence atelier	<b>12 454,95</b>	2 000,00	4 369,00	7 650,00	7 000,00	21 019,00	1.203	
<b>03 Les capacités des interfaces sont renforcées</b>	13 298,46	<b>950,00</b>	<b>619,00</b>	<b>9 000,00</b>	<b>12 350,00</b>	<b>22 919,00</b>	-422	<b>58</b>
01 Accompagnement	<b>10 336,27</b>	450,00	0,00	5 000,00	9 850,00	15 300,00	-373	
02 formations conférences ateliers	<b>2 962,19</b>	500,00	619,00	4 000,00	2 500,00	7 619,00	-49	
<b>04 Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées</b>	<b>35 643,95</b>	1 700,00	4 885,00	28 500,00	20 400,00	55 485,00	<b>-71</b>	<b>68</b>
01 Accompagnement	<b>13 640,04</b>	1 700,00	4 885,00	3 500,00	2 800,00	12 885,00	-71	
02 Réalisation latrines, puits perdus	<b>22 000,00</b>	0,00	0,00	25 000,00	17 600,00	42 600,00	0	
03 AT national ingénieur	<b>3,91</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0	

<b>05 Frais généraux SUD KIVU</b>	<b>79 760,63</b>	<b>37 100,00</b>	<b>26 695,00</b>	<b>25 673,00</b>	<b>31 390,00</b>	<b>120 858,00</b>		<b>65</b>
01 Personnel national	<b>36 958,41</b>	8 800,00	8 870,00	10 772,00	13 400,00	41 842,00	34	
02 Véhicule Sud Kivu	<b>2,00</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-457	
03 Fonctionnement et entretien 4x4	<b>6 576,91</b>	4 300,00	3 099,00	5 000,00	4 500,00	16 899,00	262	
04 Assurances véhicules	<b>696,26</b>	2 100,00	0,00	100,00	0,00	2 200,00	610	
05 Location bureau	<b>9 008,75</b>	4 500,00	0,00	4 500,00	850,00	9 850,00	1.610	
06 Consommables bureau, communication	<b>10 696,75</b>	6 600,00	3 106,00	3 601,00	4 990,00	18 297,00	-6.429	
07 Voyages, frais de séjour	<b>10 147,32</b>	1 250,00	2 972,00	1 700,00	4 300,00	10 222,00	1.367	
08 Mobilier matériel ordinateur outils	<b>5 674,23</b>	9 550,00	8 648,00	0,00	3 350,00	21 548,00	1.154	
09 Groupe électrogène 20 KVA	<b>0,00</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27	

## 3.2 Analyse du planning financier

En 2008, le BEP Sud-Kivu n'a dépensé que 42 % de sa planification totale de l'an dernier. Ce pourcentage correspondait seulement aux dépenses des frais généraux et autres activités.

De manière détaillée, voici comment se présente les résultats :

### Résultat 1 :

Généralement cette rubrique représente dans sa grande partie les réalisations «travaux». Le BEP a atteint un maximum de 35,88 %, un taux moyen par rapport à ce qui a été planifié pour l'an 2008 pour les réseaux. Cependant, le BEP s'est buté à des procédures d'attribution des marchés publics trop lentes. Seulement un taux de 21% a été consommé sur la ligne des travaux, pour paiement de certains matériels et accessoires alors que la différence, soit 79 % devrait couvrir le paiement des commandes. Voir marché RDC544 (en cours) et RDC600, non attribué.

### Résultat 2 :

Ce résultat reprend les frais de formation pour usagers d'eau : A cette rubrique, la moitié de la prévision a été consommé, soit 50% par rapport à la planification financière. Ce qui prouve qu'il y a eu pas mal de formation organisée en vue de préparer les bénéficiaires d'eau.

### Résultat 3 : Le renforcement des capacités des interfaces

Ici le BEP a aussi atteint un résultat de 58% par rapport à la planification financière. Ce qui s'explique par le fait que les sessions de formation ont été organisées pour les partenaires et ONG ainsi que des techniciens pour la maintenance des réseaux.

### Résultat 4 : Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées

Le BEP/Sud-Kivu a fait des grands exploits dans cette rubrique, 68% de la planification financière a été consommé. Le BEP a pu réaliser la construction de trois blocs de latrines pour le réseau de Nduba, ainsi que le suivi de la mise en place des autres réseaux.

### Résultat 5 : Les frais généraux

Il s'agit du point relatif au fonctionnement, de l'équipement et des charges du personnel. Le taux atteint est de 65%, de ce qui était prévu. A ce résultat, le BEP n'a pas pu tout épuiser, suite à la non utilisation de la totalité des engins, d'une part, et la limitation du rayon d'action des équipes du projet liée à l'insécurité.

## 4 SUIVI DES INDICATEURS

### 4.1 Objectif spécifique

Résultats	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de Vérification	Hypothèses
R.1.	<b><i>Les 10 systèmes d'eau pour le projet Sud-Kivu, sont construits selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées, et des études sont réalisées pour une série de systèmes supplémentaires</i></b>	<p>1) Dans la région du Sud-Kivu, l'aire de service des réseaux à construire abrite environ 103.000 personnes</p> <p>2) Structures communautaires de gestion fonctionnelles</p> <p>3) Une (1) institution sélectionnée pour intervenir dans la réalisation de la baseline study : ISTM</p> <p>4) Deux (2) réseaux (Lujambo et Cisha-Buhozi) ont déjà des actes de cession pour la construction des ouvrages hydrauliques</p> <p>5) - En plus de 4 comités mis en place en 2007, quatre autres viennent de s'y ajouter à savoir les comités des réseaux d' Idjwi nord : Nkola, Katonda, Nyakaliba et Kizibaziba.</p>	<p>- Etudes détaillées: Calculs selon les normes OMS et plans Topo divers</p> <p>- Enquêtes et données démographiques</p> <p>- Rapports Comités de Gestion</p> <p>- Rapports projets BEP</p> <p>- Contrat de prestation</p> <p>- Questionnaire d'enquête</p> <p>- Rapport baseline d'Idjwi</p> <p>- Actes de cessions notariées</p> <p>- Factures</p> <p>- Visites in situ</p> <p>- Rapports et PV des réunions</p>	<p>Les communautés s'impatientent du fait que les choses traînent</p>

			-	
<b>R.2.</b>	<b><i>Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau</i></b>	<p>1) Les textes (ordre intérieur, statuts, ...) des Comités des usagers sont en cours</p> <p>2) Cette année 2008, quatre (4) communautés d'Idjwi-Nord (Nkola, Katonda, Nyakaliba et Kizibaziba) ont été accompagnées dans la mise en place de leurs structures de gestion représentatives et transparentes</p> <p>3) Trois (3) structures à savoir Nkola, Katonda et Nyakaliba viennent de suivre les deux phases de la formation sur la gestion d'un réseau. Une (1) structure à savoir Kizibaziba doit encore suivre la première phase car elle a bénéficié de la deuxième au même moment que les autres.</p> <p>4) A Nduba l'aire de captage est déjà de protégée, (clôture et reboisement)</p> <p>6) 8 structures communautaires de gestion sont en place et vont gérer les ouvrages de l'eau potable pendant au moins 350 jours par an</p>	<p>- Rapports des Comités de Gestion - Module de formation. Frais de logement Bukavu</p> <p>- Rapports du terrain - Photos digitales</p> <p>- idem</p> <p>- Photos digitales - visite de terrain</p>	<p>- Les communautés bénéficiaires des 8 systèmes d'adductions deviennent de plus en plus démotivées du fait que les travaux traînent.</p> <p>- Les élections ont permis de désigner des membres des comités de Gestion</p> <p>-</p>
<b>R.3.</b>	<b><i>Les capacités des interfaces d'accompagnement et techniques sont renforcées</i></b>	1) Une (1) formation sur les méthodes participatives PHAST & SARAR a été organisée à l'intention de 26 participants de différents ONG et Services Etatiques.	<p>- Rapport de formation - Tickets aériens - Photos digitales - Modules de formation et guide pédagogique - Contrat des consultants</p>	- l'IPS, le SNHR et la Croix Rouge du Congo ont été associés
<b>R.4.</b>	<b><i>Les pratiques en matière</i></b>	1) Cinq communautés (Lujambo, Nkola,	- Enquêtes	- Des moyens financiers peuvent être

	<b><i>d'hygiène sont améliorées</i></b>	Katonda, Nyakaliba et Kizibaziba ) déjà formées aux pratiques et règles élémentaires d'hygiène.  2) Les Centres de Santé sont impliqués dans le travail de sensibilisation à des endroits où le BEP est à pied d'œuvre	- Rapport de l'IPS - Photos Contrats IPS  - Rapports centre de santé -	mobilisés pour les dispositifs d'assainissement
<b>R.5.</b>	<b><i>Les intervenants dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sont inventoriés dans les 3 zones d'intervention.</i></b>	1) La cartographie des intervenants dans le secteur de l'eau est établie. (voir carte Ocha)	- Documents de cartographie et liste des ONGS	- Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres
<b>R.6.</b>	<b><i>Les textes et lois par rapport à l'eau sont connus et respectés par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.</i></b>	1) Aucun des systèmes d'eau n'est confronté à des tracasseries de l'administration ou des autorités qui appliquent des règles abusives	- Rapports des ONG - Rapports Comités de Gestion - PV Comités de Pilotage	- Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres
<b>R.7.</b>	<b><i>Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.</i></b>	1) Réunion du comité de pilotage	- P.V de la réunion	-

<b>Résultats</b>	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateurs Objectivement Vérifiables</b>	<b>Sources de Vérification</b>	<b>Hypothèses</b>
<b>R.1.</b>	<b><i>Les 10 systèmes d'eau pour le projet Sud-Kivu, sont construits selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées, et des études sont réalisées pour une série de systèmes supplémentaires</i></b>	1) Dans la région du Sud-Kivu, l'aire de service des réseaux à construire abrite environ 103.000 personnes  2) Structures communautaires de gestion fonctionnelles	- Etudes détaillées: calculs et plans Topo divers - Enquêtes et données démographiques  - Rapports Comités de Gestion - Rapports projets BEP	

		<p>3) Une institution (1) d'enseignement présélectionnée pour intervenir dans la réalisation de la baseline study : ISTM</p> <p>4) Deux (2) réseaux (Lujambo et Cisha-Buhozi) ont déjà des actes de cession pour la construction des ouvrages hydrauliques</p> <p>5) - En plus de 4 comités mis en place en 2007, quatre autres viennent de s'y ajouter à savoir les comités des réseaux d'Idjwi nord : Nkola, Katonda, Nyakaliba et Kizibaziba.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Questionnaire d'enquête</li> <li>- Rapport</li> <li>- Contrat de prestation</li>   <li>- Actes de cessions notariées</li> <li>- Factures</li>   <li>- Visites in situ</li> <li>- Rapports et PV des réunions</li> <li>-</li> </ul>	<p>Les communautés s'impatientent du fait que les choses traînent</p>
<b>R.2.</b>	<b><i>Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau</i></b>	<p>1) Les textes (ordre intérieur, statuts, ...) des Comités des usagers sont en cours</p> <p>2) Cette année 2008, quatre (4) communautés d'Idjwi-Nord (Nkola, Katonda, Nyakaliba et Kizibaziba) ont été accompagnées dans la mise en place de leurs structures de gestion représentatives et transparentes</p> <p>3) Trois (3) structures à savoir Nkola, Katonda et Nyakaliba viennent de suivre les deux phases de la formation sur la gestion d'un réseau. Une (1) structure à savoir Kizibaziba doit encore suivre la première phase car elle a bénéficié de la deuxième au même moment que les autres.</p> <p>4) A Nduba l'aire de captage est déjà de protégée, (clôture et reboisement)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports des Comités de Gestion</li> <li>- Module de formation. Frais de logement Bukavu</li>   <li>- Rapports du terrain</li> <li>- Photos digitales</li>   <li>- idem</li>   <li>- Photos digitales</li> <li>- visite de terrain</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les communautés bénéficiaires des 8 systèmes d'adductions deviennent de plus en plus démotivées du fait que les travaux traînent.</li> <li>- Les élections ont permis de désigner des membres des comités de Gestion</li> </ul>

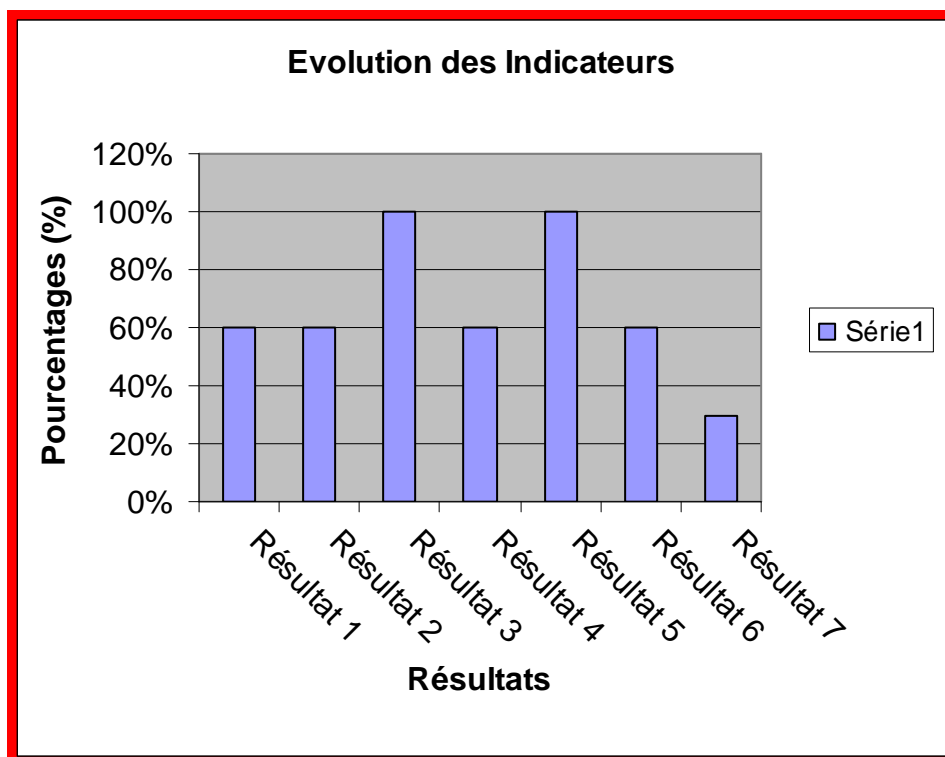


		5) 8 structures communautaires de gestion sont en place et vont gérer les ouvrages de l'eau potable pendant au moins 350 jours par an		
<b>R.3.</b>	<b><i>Les capacités des interfaces d'accompagnement et techniques sont renforcées</i></b>	2) Une (1) formation sur les méthodes participatives PHAST & SARAR a été organisée à l'intention de 26 participants de différents ONG et Services Etatiques.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de formation</li> <li>- Tickets aériens</li> <li>- Photos digitales</li> <li>- Modules de formation et guide pédagogique</li> <li>- Contrat des consultants</li> </ul>	- l'IPS, le SNHR et la Croix Rouge du Congo ont été associés
<b>R.4.</b>	<b><i>Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées</i></b>	<p>1) Cinq communautés (Lujambo, Nkola, Katonda, Nyakaliba et Kizibaziba) déjà formées aux pratiques et règles élémentaires d'hygiène.</p> <p>2) Les Centres de Santé sont impliqués dans le travail de sensibilisation à des endroits où le BEP est à pied d'œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquêtes</li> <li>- Rapport de l'IPS</li> <li>- Photos Contrats IPS</li> <li>- Rapports centre de santé</li> <li>-</li> </ul>	- Des moyens financiers peuvent être mobilisés pour les dispositifs d'assainissement
<b>R.5.</b>	<b><i>Les intervenants dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sont inventoriés dans les 3 zones d'intervention.</i></b>	1) La cartographie des intervenants dans le secteur de l'eau est établie.	- Documents de cartographie et liste des ONGS	- Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres
<b>R.6.</b>	<b><i>Les textes et lois par rapport à l'eau sont connus et respectés par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.</i></b>	1) Aucun des systèmes d'eau n'est confronté à des tracasseries de l'administration ou des autorités qui appliquent des règles abusives	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports des ONG</li> <li>- Rapports Comités de Gestion</li> <li>- PV Comités de Pilotage</li> </ul>	- Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres
<b>R.7.</b>	<b><i>Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.</i></b>	2) Réunion du comité de pilotage	- P.V de la réunion	-

## 4.2 Résultats

Les résultats sont repris dans le tableau ci - dessus (point 5.1)

## 4.3 Évolution des indicateurs



Ce graphique traduit les activités réalisées pour les 7 résultats que le projet doit atteindre, avec les significations suivantes des cotes:

- 100 % pour les résultats achevés
- 60 % pour les résultats en cours d'exécution

- 30 % pour les résultats qui débutent
- 0 % pour les résultats où rien n'est réalisé

**Résultat 1 :** *Les 10 systèmes d'eau pour le projet Sud-Kivu, sont construits selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées, et des études sont réalisées pour une série de systèmes supplémentaires :*

60% pour les 10 systèmes ; pour les réseaux de la première phase, toutes les études topo et hydrauliques sont réalisées, les bons de commande pour les tuyaux et accessoires ont été lancés. Jusqu'à ce jour, les matériels n'ont pas été reçus. De même le marché de construction pour les ouvrages hydrauliques de 5 réseaux (exclu Idjwi) a été lancé mais annulé fin décembre '08 (RDC600). Le marché pour la construction des ouvrages de 4 systèmes d'Idwj Nord a été lancé le mois de décembre '08 (RDC636).

Les débits des systèmes d'Idjwi sont faibles ; ce qui réduit non seulement l'étendue à couvrir, mais aussi à pousser le B.E.P. à recourir à l'option du réseau Cibanda. Ceci a été largement discuté et approuvé pendant le CdP (juillet '08)

Pour la chloration des réseaux, le B.E.P. voudra proposer de travailler avec un doser (Dosatron) pour permettre de traiter l'eau en ligne. On attend la méthode et l'équipement que la CAC adoptera.

Faute d'expertise dans les ONGs et les bureaux d'études locaux, les plans des ouvrages ont été dessinés, sur AutoCAD, par le BEP.

Les points d'eau sont prévus à moins de 250 m avec des ouvrages à 1 robinet minimum et 3 robinets maximum par borne fontaine. Un robinet est prévu pour 250 personnes. Les réseaux concernés au Sud-Kivu sont situés dans des régions ayant un habitat très dispersé ; ce qui influence à la fois, à certains endroits, et le nombre de bénéficiaires et la distance par rapport au point d'eau

Pour la deuxième phase, il est à noter qu'une visite de reconnaissance à Burhale, dans le territoire de Walungu. Les données techniques antérieures du réseau Burhale que nous avons trouvées à la division du plan, ne permettent pas au B.E.P. d'amorcer les calculs hydrauliques, tout étant à refaire.

Le B.E.P n'a pas encore commencé la deuxième phase du projet (seulement une visite à Burhale). Cela s'explique par crainte de continuer à faire des promesses alors que pour les premiers sites, rien de concret n'a été réalisé jusqu'à présent.

→ **Résultat 2 :** *Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau:*

60% pour les 9 systèmes (formation des comités de gestion et de suivi pour les bénéficiaires). 8 comités de gestion sont déjà mis en place et la formation a été organisée. Plusieurs thèmes devront encore être approfondis.

Celui de Mwendu-Kashungurhi devra encore être mis en place et être formé au cours de l'année 2009. Le comité de gestion de Kizibaziba devra suivre aussi la première phase de la formation sur la gestion d'un réseau.

Cette activité de formation se poursuivra l'année prochaine (2009).

Des formations ont été menées en régie par l'animateur/formateur du BEP, renforcé trois fois par des animateurs/formateurs mobilisés par des contrats d'ONG. Au total 8 comités de gestion sont mis en place et ont reçu des formations sur la gestion des systèmes d'AEP et l'hygiène. Des modules de formations sont remis aux bénéficiaires des adductions.

Le BEP attend la finalisation et la légalisation des textes des ASUREP de différents réseaux.

Une formation technique a été initiée à l'intention de techniciens de maintenance que dispose chaque réseau en vue de la pérennisation et de la durabilité des ouvrages. Il s'agit de personnes choisies par les communautés qui interviendront lors de réparations moyennant rémunération.

→ **Résultat 3** : *Les capacités des interfaces d'accompagnement et techniques sont renforcées:*

100%, voir la formation des ONG, services privés et Etatiques sur les méthodes participatives « PHAST & SARAR », les calculs hydrauliques et introduction sur les tuyaux PE.

Les membres du B.E.P. ont pu bénéficier aussi des formations/séminaires (Marché Public, séminaire Sénégal, ...).

Malgré la volonté de faire d'autres formations (sur construction, qualité de l'eau, ...) le temps ne l'a pas permis.

Les ONG participant à des formations organisées par le B.E.P apprécient ces formations car ils se retrouvent renforcés.

Le B.E.P. a appuyé un séminaire sur le diagnostic institutionnel du SNHR (du 16 au 18 déc. '08). Le nombre de participants variait entre 25 et 40 par jour.

→ **Résultat 4** : *Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées:*

60%. Ces résultats sont difficiles à vérifier néanmoins, les communautés ont été formées et sensibilisées. La sensibilisation continue. En plus, à Nduba, des blocs des latrines VIP ont été construits.

Deux supports de bonne qualité ont été développés par le BEP:

- a. Une boîte à image adaptée au contexte local en collaboration avec un opérateur local choisi sur appel d'offres. Ce produit est aujourd'hui sollicité par les autres projets (ONGs locales/internationales, ...).
- b. Un film vidéo pédagogique a été produit, comme support aux séances de sensibilisation des usagers. Les ONG et autres qui ont eu l'occasion de le visualiser ne cessent de solliciter des copies auprès du BEP.

→ **Résultat 5** : *Les intervenants dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sont inventoriés dans les 3 zones d'intervention:*

100%, la liste des intervenants a été actualisée et exploitée lors de la transmission des CSCs.

→ **Résultat 6** : *Les textes et lois par rapport à l'eau sont connus et respectés par les acteurs concernés par le secteur de l'eau:*

60%, les textes des ASBL ont été élaborés et discutés avec les comités.

→ **Résultat 7** : *Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées par les acteurs concernés du secteur de l'eau:*

30% des visites d'échange d'expériences entre bénéficiaires sont déjà planifiées mais non encore réalisées par manque des ouvrages réalisés.

## 5 APPRECIATION DES CRITERES DE SUIVI

### 5.1 Efficience

1. L'efficience est moyenne pour cette première période de réalisation ; mais le travail préparé et les leçons apprises vont la ramener à un bon niveau à l'horizon de fin 2009, surtout grâce aux très faibles ratios/capita attendus.
2. Lors de la passation des marchés publics, les règles appliquées sont celles des marchés publics belges inadaptées pour le contexte congolais et pour un projet de ce type.
3. La cellule des marchés publics a opté pour une stratégie basée sur la réalisation d'économie d'échelle et la rationalisation des dossiers à traiter grâce au regroupement des demandes.
4. Malgré les faibles montants prévus par rapport aux besoins, la Belgique avec la DGCD et la CTB acquièrent une expérience pratique de coordination et de gestion de l'eau potable et se positionnent dans le domaine de l'alimentation en eau en milieu péri-urbain comme un des partenaires de choix.
5. L'efficience des projets d'AEP se mesure régulièrement par le ratio « investissement per capita ». Le Programme Eau CTB présente une excellente efficience, avec des ratios extrêmement concurrentiels : Sud-Kivu (Phase 1) Investissement per capita = 16 euros

### 5.2 Efficacité

1. L'efficacité est moyenne à mi-parcours ; mais elle va remonter à un bon niveau lorsque les analyses et réflexions menées à l'occasion de la mission EMP (par les consultants mais aussi par les acteurs directs du projet) auront abouti aux réformes recommandées.
  - A ce stade, malgré le fait que les matériels pour la construction des ouvrages ne sont pas encore disponibles, la population trouve tout son intérêt dans le projet. Ce qui se traduit par sa participation à travers des actions de mise en œuvre de communautés de base.
2. La CTB acquiert une expérience pratique d'exécution et de gestion d'AEP.
  - Par rapport aux activités réalisées, il est à noter que certaines ONG ont témoigné de l'intérêt à l'égard de la méthode, de la stratégie et /ou de la technique d'intervention que le BEP a mis en œuvre lors des travaux, qui pourrait assurer plus de chance de pérennisation que celles de certains autres intervenants du secteur.

3. Le programme eau est mis en œuvre depuis septembre 2006, mais les activités au Sud Kivu ont réellement démarré en janvier 2007 avec l'arrivée de l'assistance technique internationale. La période jusqu'à aujourd'hui s'est principalement consacrée à l'acquisition des équipements et des services et à la conformation des associations d'usagers au détriment des études et de la construction des réseaux de distribution d'eau.
  - Une certaine confiance s'est installée entre les bénéficiaires et le BEP. Cela se remarque par une correspondance active et la transmission fréquente d'informations utiles pour l'avancement du projet de part et d'autres.
4. Les retards actuels affectent l'efficacité sur la première période d'activité ; mais on n'est qu'à mi-parcours et tout indique qu'à un horizon de six mois un profil positif sera rétabli. En effet, durant cette période, une grande partie des fournitures devraient être acheminées vers les différents projets.
  - La première partie des matériels acquis pour le réseau Cishadu-Buhozi a apporté une lueur d'espoir à la population qui semblait déjà se décourager par le retard lié au projet. Avec l'arrivée d'un autre lot de matériels prévu pour le premier trimestre de l'année 2009, le BEP reprendra sa confiance.
5. Les formations des usagers n'ont pas encore été organisées de manière systématique puisque les réseaux ne sont toujours pas opérationnels.
  - Les formations déjà organisées permettront au BEP de transformer les comités de gestion en ASBL, ce qui encourage davantage les bénéficiaires.

### 5.3 Durabilité

1. La durabilité ne peut pas encore être mesurée à mi-parcours, car elle résulte d'une synergie, réussie ou non, entre les autres critères.
  - Le BEP reçoit de nombreuses demandes pour l'adduction de nouveaux réseaux,
  - Le projet utilise des études systématiques et des conceptions techniques appropriées,
  - Les bénéficiaires sont prêts à participer bénévolement pour la mise en œuvre du projet.
2. Le programme, axé sur le développement des systèmes communautaires autonomes dans les zones péri-urbaines des grandes villes et des centres secondaires, est adapté aux besoins de la population et offre un type de recouvrement adapté au mode de vie des populations, ce qui devrait garantir la durabilité de l'intervention.
  - En vue de minimiser le coût total des futures adductions, le BEP envisageait d'utiliser la main-d'œuvre des bénéficiaires bénévolement pour certains travaux.
3. Sur le plan de l'économie familiale, il est encore difficile d'apporter une évaluation objective, les bornes fontaines n'étant pas encore opérationnelles.

- D'autres ouvrages n'étant pas encore mis en œuvre, il serait prématuré d'émettre un quelconque point de vue. Mais au vu des efforts déployés pour mettre en place des associations d'utilisateurs dotées d'une personnalité juridique et préparées à jouer pleinement leur rôle en matière de gestion transparente et de prise en charge des frais de fonctionnement, d'entretien, de maintenance et d'amortissement, l'on peut considérer que les bases d'une certaine durabilité sont jetées même si les communautés ont commencé à perdre de l'espoir du fait que le lancement des travaux de construction des ouvrages traîne.

Il est donc impérieux d'avoir le plus tôt que possible en 2009 les matériels et matériaux nécessaires pour ériger les ouvrages selon les règles de l'art et en même temps poursuivre le processus de mise en place d'associations des usagers qui sont les garants de la durabilité.

## 6 MESURES ET RECOMMANDATIONS

### 6.1 Synthèse des critères d'appréciation

Les recommandations ci-dessous sont basées suivant les résultats escomptés. C'est pourquoi chaque résultat a un critère de suivi évalué sur la base aussi des scores suivants:

- A: Aucun effort supplémentaire n'est requis.
- B: Davantage d'efforts doivent être fournis.
- C: Des mesures doivent être prises.
- D: Des mesures sont indispensables ;
- NA: Le critère n'a pas été évalué.

### 6.2 Recommandations

Les recommandations suivantes ont été proposées par le MTR, à savoir pour :

- ***Le résultat 1 : Dix systèmes d'eau sont construits selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées, et des études sont réalisées pour une série de systèmes supplémentaires.***
  1. La priorité et l'urgence sont de dialoguer avec les autorités provinciales, pour résorber les tensions et éclaircir les malentendus. La gravité de la situation requiert une gestion directe par le PFMT, appuyée si possible par le CNAEA.
    - Davantage d'efforts doivent être fournis



2. L'ATI n'ayant plus de crédit auprès des parties nationales et régionales, la CTB doit mettre en place une solution de remplacement pour relancer le projet. L'ATI doit gérer sereinement le projet jusqu'à la fin de son contrat (fin 2008), en suivant les instructions du PFMT et en préparant un BEP plus autonome dans son travail.
  - Des mesures doivent être prises
3. Établir une carte géoréférencée de la zone de projet, y porter les sources et tracés d'ouvrages (permet ensuite des impressions de différents formats selon l'objectif visé). Peut se faire dans AutoCAD, déjà exploité par le BEP, ou par des logiciels spécialisés simples (type Fugawi) ou complexes (type Mapinfo).
  - Des mesures doivent être prises
4. Standardiser les plans types d'ouvrages et les CSC sous la coordination de la CAC/CAT, car les contrats de travaux ne sont pas encore signés. Le BEP Sud Kivu ayant des plans informatisés, l'adaptation de ses plans servira ensuite pour les autres projets (qui remplaceront leurs plans manuels par ces plans numériques).
  - Des mesures sont indispensables
5. Standardiser les équipements avec l'ensemble du Programme, pour faciliter les commandes et les dépannages entre projets (types de tuyaux, diamètres, désinfection, outillage pour la future exploitation).
  - Des mesures sont indispensables
6. Clarifier avant le début des travaux le statut des terrains cédés « à la communauté » pour des captages et réservoirs. Les documents préparés par le BEP pour les cessions n'ont pas de valeur juridique et pourraient pénaliser les ASUREP dans le futur (la « communauté » n'étant ni une personne physique ni une personne morale, et les parcelles concernées n'étant pas clairement définies).
  - Des mesures doivent être prises
7. Le besoin d'avoir des partenaires et opérateurs locaux reste grand. Il faut reprendre l'Activité 1.4 (présélectionner les ONG locales pour travaux ou intermédiation sociale), en synergie avec 5.2 (à mener par la CAC/CAT), puis planifier l'Activité 1.7. (accompagnement technique des ONG locales). L'esprit devrait évoluer de la simple mise en concurrence par appels d'offres vers la recherche de partenariats avec quelques ONG pérennes déjà connues sur les zones d'intervention. Ceci conformément à l'esprit du DTF et en capitalisant ce qui se fait sur les projets Water Facility (en améliorant la délégation de responsabilités).
  - Des mesures sont indispensables
8. Les procédures des marchés publics sont connues, ainsi que la volonté de la CTB de regrouper les commandes. Il reste donc aux BEP à intégrer ces contraintes dans leurs planifications et à affiner leurs estimations de coûts pour éviter des retards injustement imputés aux procédures. La planification des grands marchés (fournitures et génie civil) doit se faire semestriellement, en utilisant un planning dynamique et détaillé (celui prévu dans le système de rapportage a peu d'utilité).
  - Des mesures sont indispensables

9. Faire le point détaillé des fournitures en stock et en commande pour voir ce qui pourrait être envoyé de suite à Kindu, ou si le tout pouvait être gardé pour le Sud Kivu (Phases 1 et 2, Kindu organisant alors une commande séparée).
    - Des mesures doivent être prises
  10. L'option des tuyaux PE (qui se développe dans d'autres pays de la région) doit être regardée comme « pilote » en RDC, et faire l'objet d'un suivi spécifique en vue d'en tirer des leçons objectives dans le cadre de la recherche de technologies appropriées au contexte local et répliquables. Elle doit aussi servir d'exemple sur les conséquences que peut avoir une option prise individuellement si elle ne s'inscrit pas dans une stratégie coordonnée.
    - Des mesures doivent être prises
  11. Aborder les études hydrauliques avec un logiciel uniformisé dans le Programme Eau CTB. Nous recommandons le logiciel EPANET, libre d'accès sur Internet.
    - Davantage d'effort doivent être fournis
  12. Au vu des expériences vécues, la consultation pour les travaux des 5 systèmes de l'île d'Idjwi devraient être lancée dès maintenant, pour ne pas subir de nouveaux retards et garder la confiance qui sera retrouvée quand les robinets couleront sur les 5 premiers réseaux.
    - Davantage d'effort doivent être fournis
- **Le résultat 2 : Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau.**
1. Eclaircir le statut des parcelles de protection des sources.
    - Des mesures doivent être prises
  2. Mettre à profit les contretemps du Résultat 1 pour préparer un second cycle de formations, visant l'aspect pratique de la gestion administrative, financière et technique. Envisager de faire appel à une compétence externe de court terme pour appuyer les BEP, dans une synergie organisée par la CAC/CAT.
    - Davantage d'efforts doivent être fournis
  3. Intégrer ces formations dans un programme concret d'accompagnement à la mise en service, sur une année au moins.
    - Davantage d'efforts doivent être fournis
  4. Parler du coût du service de l'eau sans attendre qu'elle soit disponible, en faisant des débats autour des paramètres de calcul.
    - Davantage d'efforts doivent être fournis
  5. Réviser la conception des techniciens de maintenance, qui ne sont en réalité que des surveillants de réseaux, en préparant un véritable ouvrier qualifié pour chaque système, qui sera rémunéré pour ses interventions.

- Davantage d'efforts doivent être fournis
  - 6. Préparer le comité de Cishadu-Buhozi à gérer l'afflux des usagers des autres quartiers qui vont venir par la route (en voiture ou camions) s'approvisionner en eau potable (proximité des zones urbaines de Bukavu).
    - Des mesures doivent être prises
  - 7. Tenir un atelier réunissant le CdP Sud Kivu et les acteurs dans la province, autour de deux questions de base : a) Responsabilité objective d'une association de type ASUREP par rapport à la préservation durable d'un investissement lourd qui doit être amorti sur 20 ans et par rapport à la qualité du service de l'eau, en cas de mauvaise gestion ; b) Importance d'une Maîtrise d'Ouvrage bien définie et juridiquement reconnue. (exemple de question à débattre : que fait-on si un comité gère mal, connaît des conflits internes ou externes, laisse se dégrader le service de l'eau ? La CTB viendra faire l'arbitre ou un Maître d'Ouvrage (province, collectivité territoriale) jouera ce rôle dans le cadre d'une convention qu'il aurait passée avec l'association ? Cette recommandation pourra être appliquée en parallèle sur les quatre projets.
    - Davantage d'efforts doivent être fournis
  - 8. Pour exemple, le schéma à adopter serait : Maîtrise d'Ouvrage (propriété des ouvrages collectifs et responsabilité inaliénable de les préserver, sans les détourner de leur destination) par une collectivité locale de proximité (décentralisation au sein de la province). Gestion déléguée par le Maître d'Ouvrage à une ASUREP, sur base d'un cahier des charges. Cela signifie que le projet devrait remettre les ouvrages construits sur fonds publics à la plus petite Collectivité territoriale juridiquement reconnue (en accord avec la province). En parallèle, le projet doit préparer la relation entre cette collectivité et le comité de gestion (constitué en ASUREP), puis accompagner le processus dans la phase de consolidation.
    - Davantage d'efforts doivent être fournis
- **Le Résultat 3 : Les capacités des interfaces d'accompagnement et techniques sont renforcées**
1. Relancer un mode de travail participatif pour créer une dynamique nouvelle en prévision des efforts à venir (lancement des travaux, concrétisation de l'exploitation des systèmes, préparation de la phase 2).
    - Davantage d'efforts doivent être fournis
  2. Lancer les activités du Résultat 5, pour pouvoir traiter le Résultat 3 avec efficacité.
    - Davantage d'efforts doivent être fournis
  3. Le BEP, toute équipe unie, doit reprendre contact avec les ONG reconnues dans la région et rechercher les voies et moyens pour construire des partenariats, inspirés de ceux de Kinshasa Est et Mbuji Mayi. Ici il faudra plusieurs partenaires pour le projet, mais la configuration géographique des systèmes prévus s'y prête bien.
    - Davantage d'efforts doivent être fournis

4. Complémentairement à la recommandation précédente : Revoir l'approche «appels d'offres » pour les actions menées par des opérateurs locaux. Cela amène sur un même site une succession d'intervenants différents (topographie, études, animation, formations, ...) au lieu de capitaliser en permettant à un partenaire régulier et crédible sur la zone de travailler sur la durée du projet.
  - Des mesures doivent être prises
- **Résultat 4 : *Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées***
  1. Coordonner l'approche méthodologique dans le programme et préparer les formateurs (Résultat 3).
    - Davantage d'efforts doivent être fournis
  2. La collaboration avec un service spécialisé comme IPS, ayant des antennes de proximité (centres de santé) est à consolider
    - Des mesures doivent être prises
  3. Exploiter les études de base (baseline) pour identifier les points faibles à travailler spécialement dans les différentes zones, lors d'une seconde session.
    - Davantage d'efforts doivent être fournis
  4. Revoir des détails de fonctionnalité sur les plans de latrines et améliorer les détails constructifs sur les plans.
    - Davantage d'efforts doivent être fournis
  5. Ne pas laisser la qualité des constructions souffrir de la volonté d'utiliser en priorité des ouvriers issus de la localité. Il faut faire comprendre aux Comités que la CTB ne peut pas se permettre de délivrer des ouvrages de standard moyen.
    - Des mesures doivent être prises
  6. Préparer des conventions responsabilisant les écoles et centres de santé vis-à-vis de la bonne gestion des latrines livrées par le projet.
    - Davantage d'efforts doivent être fournis
  7. Le CdP, appuyé par l'animateur/formateur du BEP (lui-même conseillé par la CAT), doit clarifier le statut des latrines après construction. Entrent-elles dans le patrimoine de l'école/centre de santé ? Sont-elles remises à l'ASUREP au même titre que l'AEP ?
    - Davantage d'efforts doivent être fournis
  8. Exploiter la disponibilité de l'expert en qualité des eaux du PFMT pour initier l'Activité 4.6 (analyser périodiquement la qualité de l'eau des adductions/réseaux).
    - Des mesures doivent être prises

**Les mesures à prendre par le BEP:**

- ***Le résultat 1 : Dix systèmes d'eau sont construits selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées, et des études sont réalisées pour une série de systèmes supplémentaires.***
  1. Dialoguer avec les autorités provinciales, pour résorber les tensions et éclaircir les malentendus.
    - Faciliter et rappeler le comité de pilotage à passer le message à leurs autorités hiérarchiques
  2. Assumer la décision prise par la hiérarchie directe de l'ATI.
  3. Lancer de termes de références topographiques pour établir une carte géoréférencée de la zone de projet, y porter les sources et tracés d'ouvrages. Poursuivre l'utilisation d'AutoCAD, pour le dessin de plans d'exécution.
  4. Standardiser les plans types d'ouvrages et les CSC sous la coordination de la CAC/CAT.
    - Proposés à la CAC/CAT des plans informatisés.
  5. Standardiser les équipements avec l'ensemble du Programme, pour faciliter les commandes et les dépannages entre projets (types de tuyaux, diamètres, désinfection, outillage pour la future exploitation).
    - Renforcer la communication via la CAC/CAT entre les BEP pour amélioration des certains aspects techniques ou soft.
  6. Clarifier avant le début des travaux le statut des terrains cédés « à la communauté » pour des captages et réservoirs.
    - Proposer aux bénéficiaires de modèles de documents pour les cessions et les faire notarié
  7. Le besoin d'avoir des partenaires et opérateurs locaux reste grand.
    - Elargir les nombres de partenaires locaux et les faire participer aux appels d'offres.
    - Organiser une séance d'information sur les appels d'offres (termes de références) pour les partenaires locaux
  8. Fournir à la CAC/CAT de drafts de CSC à soumettre.
    - La réponse rapide de la CAC/CAT aux CSC fournis par BEP pourrait avancer le M.P
  9. Proposer de garder certains matériels de la commande RDC 544 à Bukavu
    - L'expédition de conduites à Kindu à partir de Bukavu, coûterait au BEP Kindu très cher.
    - Le BEP Kindu pourrait proposer quelques accessoires utiles et faciles à lui expédier.
  10. Utiliser le maximum possible de PVC.
  11. Poursuivre le contrôle de calcul avec le logiciel EPANET.
  12. Lancer un appel d'offre dans le premier trimestre pour les travaux de construction des ouvrages.

- **Le résultat 2 : *Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau.***
  1. Eclaircir le statut des parcelles de protection des sources et les faire notariar.
  2. Préparer un second cycle de formations visant l'aspect pratique de la gestion administrative, financière et technique.
    - Envisager de faire appel à une compétence externe de court terme pour appuyer les BEP, dans une synergie organisée par la CAC/CAT.
  3. Intégrer ces formations dans un programme concret d'accompagnement à la mise en service, sur une année au moins.
  4. Renforcer l'équipe d'animation pour que tous les bénéficiaires aient la même information et au même moment. Parler du coût du service de l'eau.
    - Renforcer des débats autour des paramètres de calcul du service de l'eau.
  5. Former les surveillants de réseaux.
    - Prévoir l'intégration de l'ouvrier qualifié dans chaque système.
  6. Préparer le comité de Cishadu-Buhozi à gérer l'afflux des usagers des autres quartiers qui vont venir par la route (en voiture ou camions) s'approvisionner en eau potable (proximité des zones urbaines de Bukavu).
    - Eriger un local d'exploitation pour les bénéficiaires de Cishadu-Buhozi pour s'organiser en conséquence.
  7. Proposer l'idée d'un atelier CdP et acteurs provinciaux à la CAC/CAT.
- **Le Résultat 3 : *Les capacités des interfaces d'accompagnement et techniques sont renforcées***
  1. Relancer un mode de travail participatif.
  2. Revoir l'approche «appels d'offres » pour les actions menées par des opérateurs locaux.
    - Lancer des appels d'offres pour un bureau d'études d'appui et recruter le personnel d'appui
- **Résultat 4 : *Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées***
  1. Collaborer avec les services spécialisés ayant des antennes de proximité (centres de santé).
    - Encourager IPS pour ce genre de formation
  2. Exploiter les études de base (baseline).
    - Avec CAC/CAT voir si nécessaire l'étude baseline sur l'axe Uvira.
  3. Améliorer les plans de latrines et les détails constructifs sur les plans.

- Prévoir des latrines à double fosse en agrandissant les dimensions intérieures.
- 4. Ne pas permettre des constructions par des ouvriers issus de la localité.
  - Insérer la clause dans les termes de références du soumissionnaire.
- 5. Préparer des conventions responsabilisant les écoles et centres de santé vis-à-vis de la bonne gestion des latrines livrées par le projet.
  - Davantage d'efforts doivent être fournis
- 6. Exploiter la disponibilité de l'expert en qualité des eaux du PFMT.
  - Envisager une formation sur l'environnement avec la Cellule Qualité Eau de la CAC/CAT au profit des bénéficiaires
  - Organiser une ou deux missions pour la cellule sur les sites du BEP Sud-Kivu.

En bref, en vue de réduire les effets du retard que connaît le programme par rapport à la planification et dans le souci de réaliser les ouvrages garantissant une certaine pérennité, le BEP envisage de :

- Commencer les travaux de construction des infrastructures sanitaires dans les sites
- Commencer également les travaux de construction des ouvrages hydrauliques dans tous les réseaux
- Organiser la formation des techniciens de maintenance des autres réseaux avant le lancement des travaux de construction des ouvrages
- Organiser la formation sur la qualité de l'eau et sur l'environnement (protection de têtes de captages)
- Associer les bénéficiaires formés (les techniciens de maintenance) pour l'exécution des travaux de plomberie,
- Travailler, dans toute la mesure du possible, avec les institutions locales compétentes en matière d'eau, hygiène et assainissement implantées dans la région.
- Favoriser les échanges d'expériences entre les bénéficiaires de différents sites.
- Revoir le mécanisme de marché public pour ne pas continuer à perdre la confiance des bénéficiaires ; car l'annulation de la procédure coûte chère au B.E.P.
- Approvisionner les réseaux pour effacer l'image que présente le projet chez les bénéficiaires; car il est présentement difficile de poursuivre le travail de mobilisation et de formation tant que les travaux n'ont pas démarré.
- Permettre que les « petites maisons» ou petites et moyennes entreprises participent aux marchés publics, malgré leurs faibles capacités financières, leur manque d'équipement et leurs limites en ressources humaines qualifiées.
- Outiller le B.E.P. des plans standards pour faciliter les études ; tâche qui reviendrait à la PFMT
- Eviter au B.E.P. toute l'influence que l'autorité locale ainsi que le SNHR expriment dans leurs démarches pour changer le DTF du programme.
- Organiser plus de réunions de coordination (SMCL et réunions entre différents B.E.P.) et des formations au niveau du programme.

## 7 NOUVEAU PLANNING (ANNEE N+2)

### 7.1 Planning des activités de l'année N+2

#### PLANIFICATION HARD

Activités	janv.	fév.	mars	avril	mai	juin	juill.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
Etats de lieux réseaux de la phase II												
Analyses bactériologiques et chimiques de réseaux de la phase II												
Lancement TdR Etudes topo réseaux de la phase II												
Travaux Topographiques réseaux de la phase II												
Etudes hydrauliques réseaux de la phase II												
Lancement Appel d'offres conduites et accessoires pour Idjwi/Cibanda; avec réseaux de la phase II												
Lancement Appel d'offres conduites et accessoires pour les réseaux de la phase II + Cibanda												
CSC Travaux Idjwi/Cibanda												
CSC Travaux pour les réseaux de la phase II												
Lancement Appel d'offres Outillage plomberie												
Paiement tuyaux + acc. Idjwi/Cibanda												
Paiement Travaux Nduba (lot 3 RDC 600 relancé)												
Paiement Travaux Idjwi/Cibanda												
Paiement Tuyaux + acc. réseaux de la phase II												
Paiement Travaux réseaux de la phase II												
Paiement Travaux Captages Idjwi/Kizibaziba												
Paiement Travaux Captages Idjwi/Cibanda												
Paiement Construction Latrines Idjwi réseaux de la phase I												
Paiement Construction Latrines Bukavu réseaux de la phase I												
Paiement Travaux Mwendu, Lujambo et Cishadu												
Lancement TdR Construction Captages à Idjwi/Kizibaziba												
Lancement TdR Construction Captages à Idjwi/Cibanda												
Lancement TdR Construction Latrines à Idjwi/Cibanda												
Lancement TdR Construction Latrines à Idjwi réseaux de la phase I												









## 7.2 Planning financier de l'année N+2

## 7.3 Planning financier 2009 Budget RDC0504312 DGCD

LIBELLE	Budget RDC0504312	Janvier	Février	Mars	TOTAL Q1 2009	Q2	Q3	Q4	2009	2010	2011	ECART
<b>RESULTAT</b>	<b>406 856,00</b>	<b>22 515,00</b>	<b>40 450,00</b>	<b>33 650,00</b>	<b>96 615,00</b>	<b>40 000,00</b>	<b>57 035,00</b>	<b>48 500,00</b>	<b>242 150,00</b>	<b>106 570,00</b>	<b>87 736,00</b>	<b>-29 600,00</b>
01 Les systèmes d'eau sont construits selon les règles de l'art et avec la technologie appropriées	119 614,00	14 265,00	17 400,00	6 400,00	38 065,00	9 500,00	14 500,00	12 500,00	74 565,00	8 000,00	8 000,00	29 049,00
01 Accompagnement	41 484,00	4 900,00	2 000,00	2 000,00	8 900,00	5 000,00	10 000,00	8 000,00	31 900,00	0,00	0,00	9 584,00
02 Travaux	0,00				0,00				0,00	0,00	0,00	0,00
03 AT International Kindu Kivu	34 500,00	7 965,00			7 965,00				7 965,00	0,00	0,00	26 535,00
04 At national ingénieur	35 630,00	1 400,00	1 400,00	1 400,00	4 200,00	4 500,00	4 500,00	4 500,00	17 700,00	8 000,00	8 000,00	1 930,00
05 Frais de consultance locale	8 000,00		14 000,00	3 000,00	17 000,00				17 000,00	0,00	0,00	-9 000,00
02 Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau	89 182,00	2 750,00	6 750,00	16 250,00	25 750,00	6 000,00	7 500,00	8 000,00	47 250,00	17 070,00	9 156,00	15 706,00
01 Accompagnement	43 582,00	0,00	5 500,00	10 000,00	15 500,00	2 000,00	2 500,00	3 000,00	23 000,00	5 000,00	0,00	15 582,00
02 At national animation/formation	35 100,00	1 250,00	1 250,00	1 250,00	3 750,00	3 000,00	3 500,00	3 500,00	13 750,00	9 300,00	9 156,00	2 894,00
03 Formations conférences ateliers	10 500,00	1 500,00		5 000,00	6 500,00	1 000,00	1 500,00	1 500,00	10 500,00	2 770,00	0,00	-2 770,00
03 Les capacités des interfaces sont renforcées	20 693,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	2 000,00	2 500,00	6 000,00	4 500,00	4 000,00	6 193,00
01 Accompagnement	16 193,00					1 500,00	1 500,00	1 500,00	4 500,00	3 500,00	3 000,00	5 193,00
02 Formations conférences ateliers etc.	4 500,00						500,00	1 000,00	1 500,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
04 Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées	43 656,00	0,00	1 000,00	2 500,00	3 500,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	12 500,00	20 000,00	20 000,00	-8 844,00
01 Accompagnement	28 386,00			1 500,00	1 500,00				1 500,00	5 000,00	5 000,00	16 886,00
02 Réalisation latrines, puits	0,00				0,00				0,00	0,00	0,00	0,00

perdus													
03 At national ingénieur	15 270,00		1 000,00	1 000,00	2 000,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	11 000,00	15 000,00	15 000,00	-25 730,00
05 General means Sud Kivu	133 711,00	5 500,00	15 300,00	8 500,00	29 300,00	20 000,00	30 035,00	22 500,00	101 835,00	57 000,00	46 580,00	-71 704,00	
01 Personnel local	61 800,00	3 500,00	3 500,00	3 500,00	10 500,00	11 000,00	11 000,00	11 000,00	43 500,00	25 000,00	25 000,00	-31 700,00	
02 Véhicules Sud Kivu	0,00				0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
03 Fonctionnement et entretien 4x4	25 560,00	1 000,00	2 000,00	2 000,00	5 000,00	3 000,00	4 535,00	4 500,00	17 035,00	12 000,00	7 000,00	-10 475,00	
04 Assurances véhicules	3 151,00		800,00		800,00				800,00	2 400,00	2 400,00	-2 449,00	
05 Location bureau	9 000,00		6 000,00		6 000,00		7 500,00		13 500,00	9 000,00	9 000,00	-22 500,00	
06 Consommables bureau, communication	19 100,00	500,00	1 500,00	1 500,00	3 500,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	12 500,00	3 600,00	180,00	2 820,00	
07 Voyages et frais de séjour	14 100,00	500,00	1 500,00	1 500,00	3 500,00	3 000,00	4 000,00	4 000,00	14 500,00	5 000,00	3 000,00	-8 400,00	
08 Mobilier matériel ordinateur outils	1 000,00				0,00				0,00	0,00	0,00	1 000,00	
09 Groupe électrogène 20 KVA	0,00				0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	

## 7.4 Planning financier 2009 Budget RDC0708811

LIBELLE		MONTANT	JANVIER	FEVRIER	MARS	Q1/2009	AVRIL	MAI	JUIN	Q2/2009	Q3	Q4	TOTAUX 2009	2010	ECART
<b>RESULTAT</b>		<b>704 600,00</b>	<b>0,00</b>	<b>44 200,00</b>	<b>114 200,00</b>	<b>158 400,00</b>	<b>41 500,00</b>	<b>3 500,00</b>	<b>3 500,00</b>	<b>48 500,00</b>	<b>3 500,00</b>	<b>3 500,00</b>	<b>213 900,00</b>	<b>489 500,00</b>	<b>1 200,00</b>
<b>1 Les travaux de captage de 4 groupes sources par des équipes renforcées</b>		49 800,00	0,00	6 000,00	6 000,00	12 000,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	29 800,00
1_01	Matériel pour travaux de captage des sources: outillage, moules à buses, etc.	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00				0,00			0,00	0,00	20 000,00
1_02	Réalisation des travaux de captage de 4 groupes de sources	29 800,00		6000	6000	12000	8000			8000			20000	0,00	9 800,00
<b>2 Constitution et formation associations d'usagers à la bonne gestion des réseaux et à la diffusion de bonnes pratiques de l'hygiène</b>		<b>62 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>				<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	20 700,00	41 800,00
2_01	Constitution de 4 associations d'usagers au Sud Kivu	33 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00				0,00			0,00	13 440,00	20 160,00

2_02	Formation du personnel des écoles et centres de santé pour la diffusion des bonnes pratiques de l'hygiène	18 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00				0,00			0,00	5 060,00	13 240,00
2_03	Accompagnement de 4 associations d'usagers pendant deux ans	10 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00				0,00			0,00	2 200,00	8 400,00
<b>3 Les travaux de 50 Km réseaux et les travaux de maintenance</b>		<b>403 000,00</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>70 000</b>	<b>70 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>70 000,00</b>	342 400,00	<b>-9 400,00</b>
3_01	Elaboration des études et des dossiers d'appels d'offres pour les travaux de 4 réseaux d'alimentation en eau potable	0,00				0				0			0	0,00	0,00
3_02	Lancement des appels d'offres, examen des offres et attribution des marchés pour les fournitures et travaux de 4 réseaux d'alimentation en eau potable au Sud Kivu	0,00				0				0			0	0,00	0,00
3_03	Réalisation des travaux de 4 réseaux d'alimentation en eau potable, y compris les bâtiments d'exploitation	403 000,00			70 000,00	70 000,00				0,00			70 000,00	342 400,00	<b>-9 400,00</b>
<b>4 Les travaux d'assainissement sont gérés par des prestataires de service</b>		<b>149 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>35 000,00</b>	<b>35 000,00</b>	<b>70 000,00</b>	<b>30 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>30 000,00</b>			<b>100 000,00</b>	119 200,00	<b>-70 200,00</b>
4_01	Elaboration des études et des dossiers d'appels d'offres pour les travaux d'assainissement (blocs de latrines, blocs de douches, incinérateurs, fosses à placenta) au Sud Kivu	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00				0,00			0,00	0,00	0,00
4_02	Lancement des appels d'offres, examen des offres et attribution des marchés pour les travaux d'assainissement au Sud Kivu	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00				0,00			0,00	0,00	0,00
4_03	Réalisation des infrastructures d'assainissement: 30 blocs de latrines, 8 blocs de douches, 8 incinérateurs et 8 fosses à Placenta au Sud Kivu	149 000,00		35 000,00	35 000,00	70 000,00	30 000,00			30 000,00			100 000,00	119 200,00	<b>-70 200,00</b>
<b>5 General means SUD Kivu</b>		<b>40 300,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 200,00</b>	<b>3 200,00</b>	<b>6 400,00</b>	<b>3 500,00</b>	<b>3 500,00</b>	<b>3 500,00</b>	<b>10 500,00</b>	<b>3 500,00</b>	<b>3 500,00</b>	<b>23 900,00</b>	7 200,00	9 200,00

5_01	Consultant Sud Kivu	17 500,00		2000	2000	4000	2000	2000	2000	6000	2000	2000	14000	0,00	3 500,00
5_02	Staff national Sud-Kivu	22 800,00		1200	1200	2400	1500	1500	1500	4500	1500	1500	9900	<b>7 200,00</b>	<b>5 700,00</b>

## 8 CONCLUSIONS

### 8.1 Activités et Finances

### 8.2 Critères de suivi

#### 8.2.1 Efficience

#### 8.2.2 Efficacité

Il s'observe un retard dans l'exécution des travaux dû à la procédure lourde des marchés publics; ce qui permet pas aujourd'hui d'évaluer l'efficacité. Toutefois, il sied de souligner aussi le manque de capacités des entrepreneurs locaux dans la construction des ouvrages.

#### 8.2.3 Durabilité

Cet aspect ne peut pas encore être évalué puisque trop peu de réseaux ont été construits et aucun réseau n'est déjà opérationnel. Cependant, les ouvrages de génie civil déjà réalisés apparaissent conformes aux règles de l'art.

Toutefois, il est vrai que les actions jusqu'ici menées dans le cadre de la structuration des associations démontrent bien que les associations sont engagées dans la ligne d'une véritable appropriation de leurs infrastructures qui seront construites.

Les gestionnaires des réseaux sont des personnes habitant les quartiers. Ils sont bien connus, identifiés et suivis par tous les résidents. Des dispositions statutaires et réglementaires claires et précises donneront difficilement aux opportunistes l'occasion de s'approprier des associations ou des structures mises en place.

### 8.3 Avis de la SMCL sur les recommandations

#### 8.3.1 Recommandations relatives au planning des activités

#### 8.3.2 Recommandations relatives au planning financier

#### 8.3.3 Recommandations relatives au Cadre logique



### 8.3.4 Autres recommandations

## 9 ANNEXE

### 9.1 Aperçu des marchés publics

#### Liste des marchés publics lancée fin 2007 et en 2008

<b>Date</b>	<b>Description</b>	<b>Numéro MP</b>	<b>Remarque</b>
Déc. 2007	Procédure négociée tuyaux et accessoires PVC, PE et AG	RDC 544	Conclus mais non exécuté par le soumissionnaire
Mai 2008	Procédure négociée travaux ouvrages hydrauliques réseaux d'eau	RDC 600	Pas conclus en 2008
Nov. 2008	Procédure négociée travaux ouvrages hydrauliques réseaux d'eau	RDC 636	En cours voir CMP
Déc. 2008	Procédure négociée travaux des latrines	RDC 644	En cours voir CAC

**ANNEXE II**

**CARTE SITES AEPa SUD-KIVU**



**ANNEXE II**

**CARTE SITES AEPa SUD-KIVU**

